



**Travail ; Délégation à l'emploi ; Directeur et services rattachés (1908  
-1974)**

**Répertoire (19920251/1-19920251/16)**

Par Lucien LAJONCHERE

Archives nationales (France)  
Pierrefitte-sur-Seine  
1992

[https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN\\_IR\\_017970](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_017970)

Cet instrument de recherche a été encodé en 2010 par l'entreprise diadeis dans le cadre du chantier de dématérialisation des instruments de recherche des Archives Nationales sur la base d'une DTD conforme à la DTD EAD (encoded archival description) et créée par le service de dématérialisation des instruments de recherche des Archives Nationales

## INTRODUCTION

### Référence

19920251/1-19920251/16

### Niveau de description

fonds

### Intitulé

Travail ; Délégation à l'emploi ; Directeur et services rattachés

### Date(s) extrême(s)

1908-1974

### Nom du producteur

- [Délégué à l'emploi et services rattachés](#)

### Localisation physique

Fontainebleau

## DESCRIPTION

### Présentation du contenu

#### SOMMAIRE

DGE 676-682. Travail, emploi, formation professionnelle.

Placement, embauche ou recrutement, licenciement, chômage et formation professionnelle. Législation et réglementation de portée générale : projets de textes, notes, rapports, comptes rendus, études de jurisprudence. 1908-1964.

Bureaux de placement privés. Suppression des bureaux payants, contrôle des agences gratuites déclarées et répression des offices clandestins. Législation et réglementation : projets, notes, rapports, comptes-rendus de réunions et d'enquêtes, correspondance. 1929-1966.

Suivi et contrôle de l'emploi. Actions ministérielles, mise en place de structures propres aux procédures de mise en oeuvre des politiques engagées : notes, rapports, comptes rendus de réunions, textes de conventions, correspondance. 1944-1974.

Apprentissage, initiation, formation et orientation professionnelle. Réglementation, mise en place de mesures concernant les prisonniers de guerre libérés, les jeunes, les travailleurs âgés et les migrants (travailleurs des DOM-TOM venant en métropole ou immigrants s'installant en France). 1942-1967.

DGE 682-688. Organisation et fonctionnement des services extérieurs du travail et de la main-d'oeuvre : textes réglementaires, notes, rapports, correspondance. 1940-1965.

DGE 689-691. Organisation du travail de manutention dans les ports, statut des ouvriers dockers : projets de textes législatifs et réglementaires, rapports, états statistiques, comptes rendus de réunions, correspondance. 1946-1972.

DGE 691. Organisation de la Nation en temps de guerre. Mobilisation de la main-d'oeuvre des usines de guerre, réquisition des locaux d'un centre de formation professionnelle par les autorités allemandes pour les besoins des personnels de la construction navale : notes, rapports, conventions, états de situation. 1926-1948.

#### INTRODUCTION

Les événements économiques et sociaux qui ont marqué la première moitié du XXe siècle ont mis en évidence l'intérêt, pour un état, de posséder à la fois une bonne législation sur l'emploi et des services de main-d'oeuvre bien organisés pour assurer efficacement sa mise en application.

Le Ministère du Travail, créé par Georges Clemenceau en octobre 1906, mais dont l'idée remontait à Louis Blanc en

1848, avait principalement pour mission d'élaborer la réglementation du travail et d'organiser les relations entre employeurs et employés.

Le présent versement provient du 2e Bureau (législation et contrôle de l'emploi) de la sous-direction de l'emploi de la Direction de la main-d'oeuvre, mise en place en 1946 au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale et concerne une vaste période : de 1908 à 1974.

Ce Bureau était chargé de suivre les dossiers relatifs à :

- l'organisation des services de main-d'oeuvre,
- l'élaboration et l'application des textes sur les priorités d'embauchage,
- la législation sur le contrôle de l'emploi et le placement,
- les mouvements de main-d'oeuvre,
- l'application des dispositions législatives relatives à l'organisation de la Nation en temps de guerre.

Les dossiers de ce fonds portent sur la gestion d'une grande partie des affaires suivies par cette cellule administrative et reflètent les réalités économiques et sociales ainsi que les événements politiques du moment.

Le chercheur trouvera ici, pour la période de référence du fonds, les principaux documents de base ayant servi à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires concernant le travail en France et portant sur les thèmes suivants :

- placement des demandeurs d'emploi, avec en regard le problème des bureaux de placement privés : la solution en a été trouvée dans l'affirmation du rôle de service public de cette fonction, avec suppression des offices payants et maintien sous contrôle étroit des agences syndicales ou professionnelles gratuites de métiers très spécifiques (personnels du spectacle et artistes, chauffeurs de taxi, etc...) ;
- embauchage, débauchage des travailleurs, chômage, contrôle de l'emploi ;
- apprentissage, initiation et formation professionnelles ;
- réorganisation et mise en place de l'Inspection du travail et des services extérieurs du travail et de la main-d'oeuvre ;
- élaboration spécifique des textes statutaires concernant la manutention et les ouvriers dockers dans les ports ;
- mobilisation de la main-d'oeuvre et des usines pour la Défense nationale, réquisition par les autorités d'occupation d'un centre de formation professionnelle pour les besoins de la construction navale de guerre.

L'intérêt de ce fonds réside non seulement dans le fait qu'il regroupe les documents de base ayant servi à l'élaboration de la législation contemporaine du travail, mais aussi parce qu'il contient plusieurs dossiers d'étude et de réflexion conduisant à la définition d'orientation politiques sur des faits sociaux du moment : études particulières sur l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle et la sortie honorable de cette même vie professionnelle pour les travailleurs âgés, surtout pour ceux qui subissent les difficultés du chômage de fin de carrière, utilisation du service militaire pour aider à une meilleure insertion des appelés dans le monde du travail, étude sur la main-d'oeuvre féminine et les travailleurs étrangers, enquêtes approfondies sur les activités de débarquement dans les ports, réorientation professionnelle des chômeurs, notamment dans le domaine agricole, etc...

Certains dossiers particulièrement intéressants montrent tout particulièrement la double réflexion qui a été conduite, au cours de la phase finale de la Deuxième guerre mondiale par les services des deux gouvernements qui entendaient conduire la politique de la France : celui de l'Etat Français, à Vichy ou Paris, et celui du Comité Français de Libération nationale à Alger (dossier du Commissariat au travail et à la prévoyance sociale) qui ont été regroupés par les fonctionnaires au moment de la formation du Gouvernement provisoire et dont la confrontation et parfois la synthèse a conduit à la mise au point de certaines des grandes ordonnances de 1945.

D'autres dossiers montrent aussi la façon dont ont été traités, par l'administration, certains problèmes sensibles qui se sont présentés sous l'Occupation ou à la Libération : remplacement des membres des commissions paritaires de placement ayant appartenu au Parti Communiste après sa dissolution en 1940 ; épuration, à la Libération, des artistes ayant collaboré ou ayant eu des activités douteuses pendant la guerre.

Sommaire Archives versées par l'ancien 2e bureau (législation et contrôle de l'emploi) de l'ancienne direction de la main-d'oeuvre (sous-direction de l'emploi). Art 1-7 : Placement (à noter, bureaux de placement privés), recrutement, chômage, contrôle de l'emploi, apprentissage, initiation et formation professionnelles, législation et réglementation : Projets de textes officiels, notes, rapports, comptes rendus de réunions et enquêtes, 1908-1974. Art 7 (suite)-13 :

Organisation et fonctionnement des services extérieurs du travail et de la main-d'oeuvre : Textes réglementaires, notes, rapports annuels, correspondance, minutiers chronologiques du 2e bureau, 1940-1965. Art 14-16 : Organisation du travail de manutention dans les ports, statut des ouvriers-dockers, législation et réglementation : Projets de textes officiel rapports, Etats statistiques, contes rendus de réunions, correspondance, 1946-1972. Art 16 (suite) : Organisation de la nation en temps de guerre, mobilisation de la main-d'oeuvre des usines de guerre, réquisitions : Notes, rapports, conventions, Etats de la situation, 1926-1948

### **Type de classement**

Classement chronologique, par département

### **TERMES D'INDEXATION**

usine; statut juridique; service déconcentré; réquisition; port; mobilisation; manutention; main-d'oeuvre; libération; inspection du travail; guerre; état français; formation professionnelle; emploi; défense; chômage; bureau de placement; apprentissage; statuts; statistique; étude; rapport d'activité; procès-verbal de séance; chrono; convention; docker; statistique; réglementation; recrutement; organisation du travail; organisation administrative; législation; étude

## Répertoire (19920251/1-19920251/16)

19920251/1-19920251/7

DGE 676-DGE 682

Travail, emploi et formation professionnelle.

19920251/1

DGE 676

- Placement des travailleurs. Embauchage et débauchage : dossier d'élaboration de textes législatifs, proposition et projet de loi, enquête auprès du Bureau international du Travail sur les législations étrangères, correspondance et motions des syndicats ouvriers et des organisations professionnelles, notes, rapports, amendements et débats parlementaires. 1938.
- Réemploi des prisonniers de guerre rapatriés et des travailleurs en Allemagne. Dossier d'élaboration des lois des 13 septembre 1940, 2 février 1942 et 30 mai 1942 faisant obligation d'emploi des démobilisés et des prisonniers rapatriés et créant des commissions pour leur reclassement : textes de base, décrets et circulaires d'application, notes, rapports, correspondance. 1940-1942.
- Comité Français de Libération Nationale. Commissariat au Travail et à la Prévoyance sociale : projets d'ordonnances et de textes réglementaires préparés à Alger, notes, rapports, comptes rendus de réunions, correspondance. 1942-1944.
  - \* réorganisation des offices de la main-d'oeuvre et du travail.
  - \* Mobilisation, réquisition et répartition de la main-d'oeuvre en France.
  - \* Utilisation et répartition de la main-d'oeuvre.
- Idem.
  - \* Réglementation des mises en appel différé et de mises en affectation spéciale.
  - \* Commissions diverses pour les affectations spéciales et les appels différés.
- Contrôle de l'emploi, placement des travailleurs. Dossier d'élaboration de l'ordonnance n°45-1030 du 24 mai 1945 : projets de textes, notes, rapports, correspondance. 1944-1945.
- Contrôle de l'emploi, placement des travailleurs. Dossiers d'élaboration des décrets et arrêtés réglementaires pour l'application de l'ordonnance du 24 mai 1945 : projets de textes, notes, rapports, avis et motions des organisations syndicales et professionnelles, correspondance. 1945.
- Contrôle de l'emploi. Embauchage et débauchage. Projet de modification du décret du 23 août 1945 pris en application de l'ordonnance du 24 mai 1945 : projets de textes, notes, rapports, comptes rendus de réunions, correspondance avec les syndicats ouvriers. 1945-1947.
- Contrôle de l'emploi, placement des travailleurs. Dossier d'élaboration d'un projet de loi tendant à remplacer l'ordonnance n°45-1030 du 24 mai 1945 : projets de textes, étude d'une proposition de loi déposée en ce sens, notes, rapports, avis et correspondance avec les organisations professionnelles, syndicales, les chambres de commerce et les services extérieurs du travail et de la main-d'oeuvre. 1946-1948.

19920251/2

DGE 677

- Priorité en faveur des anciens combattants, pensionnés de guerre, déportés, prisonniers de guerre, contraints au travail. Législation, réglementation : textes de base. 1945-1955.
- Contrôle de l'emploi. Organisation et mise en oeuvre : textes de base (législation et réglementation), étude sur la jurisprudence, rapport élaboré par M. Baillet en 1954 sur le contrôle de l'emploi dans l'ordonnance du 24 mai 1945 : réalité ou illusion ? 1945-1956.
- Contrôle de l'emploi, placement des travailleurs. Dossier d'élaboration d'un projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 24 mai 1945 : projets de texte, notes, études de jurisprudence, rapport sur la situation du placement privé et notamment sur le fonctionnement des cabinets dits psychotechniques. 1956-1958.
- Contrôle de l'emploi. Législation et réglementation applicables au placement des travailleurs, aux licenciements collectifs et au contrôle de l'emploi : projets de textes modificatifs, notes, rapports. 1964.
- Chômage. Législation, étude des causes, utilisation de la main-d'oeuvre, reconversion possible, formation professionnelle dans le contexte industriel. Dossier d'audition des agents du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale au Conseil économique : notes, rapports, procès-verbaux de réunions, correspondance. Avril 1952.
- Conférence internationale contre le chômage tenue à Paris en septembre 1910. Dossier d'organisation : notes, rapports, convocations, communications des intervenants, comptes-rendus des débats, correspondance. 1908-1910.
- Bureaux de placement clandestins et bureaux de placement des personnels du spectacle. Application de la loi du 19 juillet 1962 modifiant plusieurs articles du Code du travail relatifs aux bureaux de placement, notamment en ce qui concerne les offices de placement privés et payants et les agences de placement des artistes dramatiques et lyriques, et de tout le personnel des théâtre, cirques, concerts, music-halls, cinémas et autres entreprises de spectacles publics. Contrôle des établissements autorisés, poursuite des bureaux clandestins ou effectuant des opérations irrégulières : notes, rapports, comptes rendus d'enquêtes, correspondance. 1929-1932.
- Suppression des bureaux de placement payants : avant-projet de convention internationale et projet de recommandation mis à l'ordre du jour des 16e et 17e sessions de la Conférence Internationale du Travail, notes pour le Conseil national de la Main-d'oeuvre placé auprès de la Présidence du Conseil du Gouvernement Français, réponse au questionnaire établi par le conseil d'administration du Bureau international du Travail, motions et voeux de la chambre syndicale des bureaux de placement autorisés et de la Délégation patronale française à l'Organisation Internationale du Travail. 1932-1933.
- Suppression des bureaux de placement payants. Avant-projet de loi en instance destiné à adapter les dispositions légales françaises relatives au placement des travailleurs en harmonie avec les dispositions d'une convention internationale susceptible d'être signée avec le Bureau

International du Travail de la Société des Nations : projets de texte et notes interministérielles, motions et lettres des chambres syndicales patronales ou des organisations professionnelles des offices de placement, correspondance des organisations professionnelles de syndicats ouvriers. 1932-1938.

- Suppression des bureaux de placement payants. Projet de loi tendant à modifier les dispositions du titre IV et du titre V du livre 1er du Code du Travail relatives au placement des travailleurs : projets de textes, rapports du Conseil national de la main-d'oeuvre placée auprès de la Présidence du conseil, amendements présentés à la Chambre des Députés, notes interministérielles. 1937-1938.

**19920251/3**

**DGE 678**

- Contrôle de fonctionnement des bureaux de placement privés. Application du décret du 26 septembre 1939 faisant obligation aux bureaux de placement privés d'adresser une nouvelle déclaration aux inspecteurs divisionnaires du travail et de la main-d'oeuvre pour poursuivre leurs activités : arrêté collectif d'autorisation à continuer leurs opérations pour les organismes fonctionnant dans les conditions requises, notes, rapports généraux, correspondance. 1939-1943.

- Contrôle de fonctionnement des bureaux de placement privés. Application du décret du 26 septembre 1939 faisant obligation aux bureaux de placement privés d'adresser une nouvelle déclaration aux inspecteurs divisionnaires du travail et de la main-d'oeuvre pour poursuivre leurs activités : dossiers de bureaux ayant fait l'objet de rejet, instruction des litiges et contentieux, décisions de rejets, notes, rapports, correspondance (classement par département). 1940-1943. Alpes-maritimes à Saône-et-Loire.

- Idem : Seine à Territoire de Belfort.

- Contrôle des bureaux de placement privés : fiches de déclaration des bureaux de placement privés adressés à l'inspection divisionnaire du travail et de la main-d'oeuvre de Paris et de la Seine en application du décret du 26 septembre 1939, listes nominatives des bureaux et agences de placement déclarés fonctionnant dans des conditions régulières au 31 décembre 1942 et de celles qui fonctionnent dans des conditions irrégulières à la même date. 1939-1942.

- Contrôle de fonctionnement des bureaux de placement privés. Recensement systématique des agences :

\* circulaire générale, correspondance de rappel aux inspecteurs divisionnaires, directeurs régionaux du travail et de la main-d'oeuvre. 1942-1943.

\* fiches de recensement des établissements concernés, états récapitulatifs indiquant pour chaque agence sa dénomination, son adresse, son statut, sa compétence professionnelle et la valeur du fonds à la dernière session, correspondance relative aux situations litigieuses (classement par circonscription d'inspection divisionnaire du travail et de la main-d'oeuvre). 1942-1943 : 1ère - Paris ; 2e - Orléans ; 3e - Dijon ; 4e - Nancy ; 5e - Châlons-sur-Marne ; 6e - Saint-Quentin.

- Idem : 7e - Lille ; 8e - Rouen ; 9e - Rennes ; 10e - Angers ; 11e - Poitiers ; 12e - Bordeaux ; 13e - Toulouse ; 14e - Montpellier ; 15e - Marseille ; 16e - Lyon ; 17e - Clermont-Ferrand ; 18e - Limoges.



19920251/4

DGE 679

- Contrôle du fonctionnement des offices publics de placement et des bureaux de placement privés.
- \* Remplacement des membres des commissions paritaires de placement ayant appartenu à l'ex-Parti Communiste et n'ayant pas fait de désaveux publics de cette formation politique : comptes rendus des préfets des départements sur l'application d'une circulaire du Ministre du Travail en date du 15 février 1940 ordonnant des mesures d'épuration. Février-mai 1940.
- \* Contrôle de l'activité de la Société de Secours Mutuels des garçons limonadiers-restaurateurs de la Cité, 15 Quai aux Fleurs à Paris, faisant office de bureau de placement privé pour cette profession : rapport d'enquête, notes, correspondance. Août 1943-février 1944.
  
- Bureaux privés de placement. Elaboration d'un projet de loi tendant à leur suppression : enquête auprès des préfets sur leur nombre et leur mode de fonctionnement, vœux des chambres syndicales des bureaux de placement autorisés et des organisations professionnelles représentatives, rapports, projets de texte, compte rendu de débats au Parlement, correspondance. 1932-1940.
  
- Idem : registre d'enregistrement des autorisations ou rejets d'ouverture des bureaux de placement privés gratuits ou payants. 1940-1944.
  
- Contrôle des bureaux de placement privés. Epuration des artistes ayant collaborés ou ayant eu des activités douteuses durant l'occupation, surveillance d'offices de placement en situation irrégulière à la Libération : notes, rapports, correspondance. Avril-octobre 1944.
  
- Législation, organisation et contrôle de l'emploi. Bureaux de placement privés : suppression des bureaux payants. Dossier d'élaboration d'un projet d'ordonnance : projets de textes législatifs et réglementaires, notes, rapports, correspondance avec les professionnels concernés et notamment les organisations syndicales des artistes. 1945.
  
- Placement. Contrôle exercé par les services de main-d'oeuvre sur les bureaux de placement privés. Suivi des projets de réorganisation de l'agence officielle du spectacle, fonctionnement et conventionnement de l'association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens (APEC) : notes, rapport, comptes rendus de réunions, projets de texte de convention, correspondance. 1955-1966.
  
- Contrôle de l'emploi dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics. Embauche et résiliation de contrat, déclarations obligatoires des besoins en main-d'oeuvre. Concertation avec les professionnels et les syndicats ouvriers pour la mise en place d'une réglementation : notes, rapports, procès-verbaux de réunions, correspondance. 1945-1946.
  
- Contrôle de l'emploi. Contrôle des embauche et des résiliations de contrat de travail : rapports des inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application de l'ordonnance du 24 mai 1945 et du décret du 25 août 1945 au cours de l'année 1947 (classement par circonscription). 1947-1948.

- Placement de la main-d'oeuvre agricole. Organisation des structures, réglementation des procédures d'embauche et de débauchage, utilisation de main-d'oeuvre inemployée, relations entre les Ministères du Travail et de l'Agriculture : textes de base, rapports, notes, correspondance. 1944-1945.

- Placement des cadres, ingénieurs et techniciens de l'agriculture. Création d'un service public particulier, à compétence nationale, au sein du service départemental de main-d'oeuvre de Paris pour le placement de cette catégorie de travailleurs, mise en place de commissions spécialisées, participation à des groupes de travail ad hoc, relations avec les organismes professionnels concernés et notamment l'association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens de l'agriculture : notes, rapports, décisions, circulaires, procès-verbaux de réunions, correspondance. 1954-1955.

#### **19920251/5**

##### **DGE 680**

- Indemnités de réinstallation accordées par le Fonds Social Européen aux travailleurs sans emploi reclassés à l'intérieur de la France. Transmission des dossiers de demande à la commission de la Communauté Economique Européenne : bordereaux d'envoi portant identification des demandeurs et détail des indemnités sollicitées, correspondance. 1960-1961, 1968-1974.

- Travailleurs âgés. Action en faveur des travailleurs âgés dans le cadre d'une politique active de l'emploi. Embauchage et utilisation des cadres âgés (code d'emploi), allongement du préavis de licenciement, problèmes médico-sociaux, contrôle des demandes d'emploi, préretraite, âge de la retraite, allocation logement, retraites complémentaires : notes, rapports, comptes rendus de réunions de groupes ad hoc, études diverses, correspondance. 1963-1966.

- Apprentissage, initiation professionnelle. Elaboration des textes d'application pour la mise en oeuvre des lois du 28 août 1942 (Charte du Travail), des 27 juillet 1942 et 3 mai 1943 relatives à l'organisation de l'apprentissage dans les entreprises : projet de textes de décrets, d'arrêtés et de circulaires réglementaires, notes, rapports, communiqués à la presse, projet de codification de textes modifiés et complétés sur l'orientation professionnelle, l'apprentissage, l'éducation professionnelle, la promotion ouvrière et le reclassement professionnel, comptes rendus de travaux de commission d'études créés au sein de quelques groupements professionnels (papiers et cartons, métaux). 1942-1943.

- Formation professionnelle. Dossier d'élaboration d'un projet de loi : projets de textes, rapports, notes, avis motivés des différents Ministères saisis notamment sur la question des organismes de coordination. Janvier-août 1944.

- Commission nationale de la main-d'oeuvre juvénile placée auprès de la Direction de la main-d'oeuvre : textes de base, décisions de renouvellement périodique, procès-verbaux des réunions. 1952-1957.

#### **19920251/6**

##### **DGE 681**

- Groupe d'études pour les problèmes de la jeunesse auprès du Ministère du travail et de la Sécurité sociale : procès-verbaux des réunions, bilan des activités. 1955-1956.
- Commission ministérielle de la jeunesse placée auprès du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et de ses services : textes de base, notes, comptes rendus des réunions, inventaires et états des problèmes étudiés. 1956-1957.
- Commission spécialisée pour l'étude des problèmes de travail et d'emploi intéressant les jeunes travailleurs : documents d'élaboration des arrêtés portant création et composition de la commission, procès-verbaux de réunions de la commission, correspondance. 1958-1961.
- Haut-comité de la jeunesse de France et d'Outre-mer placé auprès de la Présidence du Conseil, Haut-comité de la jeunesse placé auprès du Premier Ministre, commission interministérielle de la jeunesse, commission Armée-jeunesse placée auprès du Ministère de la Défense et des Forces armées : notes, avis, correspondance. 1955-1962.
- Orientation professionnelle, placement, emploi et travail des jeunes. Suivi des problèmes relatifs aux centres d'orientation professionnelle, relation avec le centre d'études et de recherches sur les conditions d'emploi et de travail des jeunes : notes, rapports, étude concernant la création d'un office social des jeunes, correspondance. 1961-1966.
- Emploi temporaire de jeunes durant les périodes de vacances scolaires. Information sur les formes d'emplois offerts, suivi des problèmes posés par cette activité professionnelle temporaire : notes, rapports, états statistiques, extraits de presse, comptes rendus d'enquêtes effectuées par les inspections du travail, correspondance. 1959-1961.
- Emploi et formation des jeunes, promotion sociale. Problèmes posés par l'emploi des jeunes, propositions d'actions pour les programmes d'investissement à inscrire au Ve plan : notes, rapports, correspondance. 1963-1965.
- Hébergement des jeunes, foyers de jeunes travailleurs. Suivi des problèmes pour orienter l'action politique et le subventionnement des établissements au titre d'équipement social : études, notes, rapports, correspondance avec les associations et les organisations de jeunesse. 1965-1966.

**19920251/7**

**DGE 682**

- Travail, emploi, formation professionnelle. Français résidents à Madagascar désirant rentrer en France ou s'installer à la Réunion. Placements possibles, orientation et formation professionnelle : notes, fiches de candidatures, rapports, correspondance. 1964-1965.
- Travail, emploi, formation professionnelle dans les départements d'Outre-Mer (D.O.M.) et les territoires d'Outre-Mer (T.O.M.). Etude des situations sociales et économiques et des migrations vers la métropole, mise en place d'un organisme d'accueil de formation et d'orientation professionnelle, service militaire adapté dans les D.O.M. pour préparation à l'entrée dans la vie professionnelle, alignement de la législation et de la réglementation des D.O.M. sur celles en vigueur dans la métropole, application des dispositions communautaires (traité de Rome) aux D.O.M. : textes de base, notes, rapports, comptes-rendus de réunions et de missions dans les

D.O.M.-T.O.M. notamment en Côte Française des Somalie et aux Comores, études, correspondance. 1963-1965.

- Idem. 1966-1967.

- Orientation professionnelle. Dossier d'élaboration d'un projet de loi relatif aux activités de sélection et d'orientation professionnelle et concernant plus particulièrement les organismes psychotechniques : avant-projets de textes, notes, rapports, exposés des motifs. 1964.

- Travail, emploi, formation professionnelle dans les D.O.M. Suivi des problèmes sociaux et économiques (formation professionnelle des adultes, implantation de nouvelles industries ou technologies telles que le Centre spatial de Kourou, marché local du travail, migrations vers la métropole) et des politiques appliquées à chaque département concerné : notes, rapports, études, correspondance. 1964-1966 :

\* Guadeloupe. 1964-1966.

\* Guyane Française. 1966.

\* Martinique. 1964-1966.

- Idem. 1964-1966.

\* Réunion (La). 1964-1966.

- Centre d'orientation et de réemploi. Rôle en matière de reclassement des agents de l'Etat et des collectivités locales susceptibles de faire l'objet de dégagement des cadres par suite de transformation des structures administratives et de suppression de postes : textes de base, notes. 1946-1949.

- Formation et réentraînement des contrôleurs de main-d'oeuvre. Formation pratique initiale, formation continue des personnels : notes faisant état de projets, de plans et de bilans de réalisation. 1953-1955.

## **19920251/7-19920251/13**

### **DGE 682-DGE 688**

Organisation et fonctionnement des services extérieurs du Ministère du Travail. 1940-1965.

#### **19920251/7**

- Inspection du travail. Réorganisation du service de l'inspection du travail et de la main-d'oeuvre, extension des attributions et des compétences, structures et statuts du corps des inspecteurs du travail et des personnels des offices du travail. Dossier d'élaboration de textes législatifs et réglementaires : projets de textes, notes, rapports, circulaires, états de classement indiciaire, correspondance. 1940-1943.

#### **19920251/8**

##### **DGE 683**

- Réorganisation des services de l'Emploi : notes et rapports sur l'organisation et le rôle des services de l'emploi et les mesures de réorganisation à prendre pour aboutir à une amélioration de leur fonctionnement. 1945-1950.

- Service de main-d'oeuvre. Personnel des services extérieurs, classement hiérarchique des agents, réintégration et reclassement des personnels ayant participé à la Résistance : notes, états nominatifs, correspondance.
- Médecine du travail, inspection médicale du travail. Organisation et mise en place de nouvelles structures médico-sociales : textes de base, notes, rapports. 1944-1949.
- Organisation et réorganisation des services départementaux du travail et de la main-d'oeuvre et des organismes consultatifs de ces services : textes de base, notes, rapports, projets de textes réglementaires (décrets, arrêtés), correspondant. 1940-1945.
- Idem. 1946-1948.
- Idem. 1949-1953.
- Réorganisation des services de main-d'oeuvre. Constitution des commissions départementales de la main-d'oeuvre prévues par le décret n°48-699 du 20 avril 1948 relatif à l'organisation des services départements de main-d'oeuvre et des organismes consultatifs de ces services : arrêtés préfectoraux de création des commissions et de désignation de leurs membres, correspondance de transmission des préfets (classement par département). 1948-1949 : Ain-Isère.
- Idem : Jura-Yonne.
- Organisation des services de main-d'oeuvre. Réorganisation du service de placement des intellectuels, établissement de catégories professionnelles, fonctionnement des services psychotechniques : notes, rapports, états, correspondance. 1949-1953.

**19920251/9**

**DGE 684**

- Fonctionnement des commissions départementales de la main-d'oeuvre. Procès-verbaux des réunions transmises par les préfets des départements au Ministère du Travail pour information (classement par département ; nombreuses lacunes). 1948.
- Organisation et réorganisation des services du travail et de la main-d'oeuvre à Paris : notes, rapports, organigrammes, correspondance. 1949-1955.
- Organisation des services départementaux du travail et de la main-d'oeuvre : création et suppression des services et des postes de travail, calcul des besoins réels de personnel en fonction des missions, répartition des effectifs autorisés, suivi des nominations et mutations de personnel : notes, états de calcul théoriques, dossiers d'états de répartition par services concernés et par grades, correspondance. 1949-1951.
- Organisation des services de la main-d'oeuvre dans certains pays étrangers (C.E.E., Etats-Unis, pays d'Europe occidentale) : notes et comptes rendus d'enquêtes. 1948-1954.
- Nomination des chefs des services départementaux du travail et de la main-d'oeuvre : listes et dossiers de candidatures, comptes rendus de réunions des commissions administratives paritaires

compétentes, notes et correspondance avec les autorités ministérielles préfectorales ou politiques (classement par année puis par département).

\* Ariège, Aude, Corrèze, Côtes-du-Nord, Loire, Hautes-Pyrénées et Seine. 1951.

**19920251/10**

**DGE 685**

- Idem : Bouches-du-Rhône, Corrèze, Côtes-du-Nord, Loire, Htes-Pyrénées, Yonne. 1951-1952.

- Idem :

\* Aveyron, Corrèze, Indre-et-Loire. 1953.

\* Charente-Maritime, Cher, Nièvre. Décembre 1953-1954.

- Organisation des services du travail et de la main-d'oeuvre. Organisation d'un échelon régional pour l'étude des problèmes d'emploi : évaluation des coûts, étude des bases de rémunération des personnels, définition des objectifs : circulaires, notes, rapports, états statistiques, comptes rendus de réunions. 1959-1965.

- Création de conseils professionnels. Objectifs, rôle, organisation, étude d'implantation matérielle de réalisations expérimentales à Lille, Lyon et Nancy : notes, rapports, comptes rendus de réunions, correspondance, monographie sur le rôle de l'agent des services de placement. 1961-1963.

- Fonctionnement des services de la main-d'oeuvre : rapports annuels des directeurs départementaux du travail et de la main-d'oeuvre (classement par année, puis par département) : Aisne, Indre-et-Loire, Isère, Loiret, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Bas-Rhin, Rhône, Territoire-de-Belfort et Haute-Saône. 1951.

- Idem : Ain à Côtes-du-Nord. 1952.

**19920251/11**

**DGE 686**

- Idem : Creuse à Loire Inférieure. 1952.

- Idem : Loiret à Orne. 1952.

- Idem : Pas-de-Calais à Seine. 1952.

- Idem : Seine-Inférieure à Territoire-de-Belfort (manque : Vendée). 1952.

- Idem : Ain à Dordogne (manque : Ardèche). 1953.

**19920251/12**

**DGE 687**

- Idem : Doubs à Meuse (manquent : Drôme, Loiret, Lot, Mayenne et Meurthe-et-Moselle). 1953.

- Idem : Morbihan à Sarthe. 1953.

- Idem : Savoie à Territoire-de-Belfort (manque : Seine). 1953.

- Fonctionnement des services extérieurs du travail. Rapports annuels de synthèse (2e partie : main-d'oeuvre) élaborés par circonscription et présentés par les inspecteurs divisionnaires du travail. 1950.

\* 1ère circonscription (Seine).

\* 2e circonscription (Calvados, Cher, Eure, Eure-et-Loir, Indre, Loiret, Loir-et-Cher, Manche, Nièvre, Oise, Orne, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure).

\* 3e circonscription (Côte-d'Or, Doubs, Jura, Yonne, Saône-et-Loire, Territoire-de-Belfort, Hte-Saône).

\* 4e circonscription (Ardennes, Aube, Marne, Hte-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges).

\* 5e circonscription (Aisne, Pas-de-Calais, Nord, Somme). \* 8e circonscription ((Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées).

\* Martinique.

- Idem. 1951.

\* 4e circonscription (Ardennes, Aube, Marne, Hte-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges).

\* 8e circonscription (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées).

\* 11e circonscription (Hautes et Basses Alpes, Alpes-Maritimes, Corse, Var, Vaucluse, Bouches-du-Rhône).

\* 12e circonscription (Ain, Drôme, Ardèche, Isère, Loire, Hte-Loire, Rhône, Savoie, Hte-Savoie).

\* Martinique, Guyane.

- Fonctionnement des services de main-d'oeuvre, contrôle de l'emploi dépendant de l'inspection du travail du service des mines (Ministère de l'Industrie et du Commerce) : rapports annuels des ingénieurs en chef des mines chargés des arrondissements minéralogiques (classement par arrondissement minéralogique). 1950-1951.

\* Arrondissement minéralogique de Dijon. 1950.

\* Arrondissement minéralogique de Nantes. 1950.

\* Arrondissement minéralogique de Paris. 1950.

\* Arrondissement minéralogique de Bordeaux. 1951.

\* Arrondissement minéralogique de Rouen. 1951.

- Fonctionnement des commissions administratives paritaires (C.A.P.) et des comités techniques paritaires (C.T.P.) des personnels et des services de la main-d'oeuvre : notes et avis des directeurs départementaux. 1955.

- Direction de la main-d'oeuvre, sous-direction de l'emploi, 2e Bureau (législation et contrôle de l'emploi) : minutiers chronologiques du courrier départ 1. Janvier-février 1950.

1. Ces minutiers ont été échantillonnés. Seules les 2 années terminales ont été conservées dans le présent fonds.

- Idem.
- Mars-avril 1950.
- Mai-juin 1950.
- Octobre-décembre 1950.
- Janvier-mai 1957.

**19920251/14-19920251/16**

**DGE 689-DGE 691**

Organisation du travail de manutention dans les ports, statut des ouvriers-dockers. 1946-1972.

**19920251/14**

**DGE 689**

Législation sur l'emploi.

- Dossier d'élaboration de la loi n°47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports : projets de textes, procès-verbaux de réunions de groupes de travail interministériel et comptes rendus de rencontres de concertation avec les délégations patronales et ouvrières, rapports d'enquêtes sur les conditions de travail des dockers dans les ports de France métropolitaine et d'Algérie, étude de la situation dans les ports étrangers, correspondance avec les partenaires sociaux. Janvier-septembre 1947.
- Dossier d'élaboration de la loi n°48-1532 du 29 septembre 1948 modifiant la loi n°47-1746 du 6 septembre 1947 : projets de textes, notes, rapports, comptes rendus de réunions, correspondance. Novembre 1946-novembre 1948.
- Dossier d'élaboration de lois modificatives et de projets de lois ou d'examen de propositions de lois tendant à modifier la loi n°47-1746 du 6 septembre 1947 (extension aux départements d'Outre-Mer, prorogation de certains délais d'application, définition des organisations professionnelles représentatives, rôle de la caisse nationale de garantie des ouvriers dockers, création d'un régime complémentaire de retraite, prise en charge provisoire d'oeuvres sociales en faveur des dockers, restriction de l'emploi des dockers et diminution des charges de main-d'oeuvre, désignation des ports concernés et organisation du travail) : projets de textes, notes, rapports, correspondance. 1949-1960.
- Mise en oeuvre de la loi du 6 septembre 1947 et de ses modifications législatives. Elaboration des décrets et arrêtés d'application concernant le recouvrement des cotisations patronales, l'organisation du travail dans les ports, la fixation des salaires et l'indemnité de garantie, la détermination des effectifs. 1947-1961.
- Extension à l'Algérie de la loi n°47-1746 du 6 septembre 1947 : délibération de l'Assemblée algérienne, notes, rapports, décisions du Gouverneur général de l'Algérie, correspondance avec les organisations professionnelles. 1947-1962.



- Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (C.N.G.O.D.) : instruction sur l'organisation et le fonctionnement de la C.N.G.O.D. et des bureaux centraux de main-d'oeuvre des ports, circulaires et instructions de la C.N.G.O.D. 1947-1958.

- Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (C.N.G.O.D.). Organisation et fonctionnement, désignation du vice-président par le Ministre des Affaires sociales, fixation des fonds disponibles gérés par la C.N.G.O.D., détermination des salaires des ouvriers dockers, du montant de l'indemnité de garantie et du taux de la contribution patronale : arrêtés, notes, rapports, instructions, protocoles d'accords, comptes rendus de réunions, correspondance, plaquette de présentation de l'organisme, de ses missions et de ses réalisations à l'occasion du 10e anniversaire de sa fondation. 1947-1966.

- Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (C.N.G.O.D.). Statuts et règlement intérieur. Elaboration des textes originaux et modificatifs, approbation par le conseil d'administration : projets de textes, notes, rapports, correspondance. 1949-1957.

#### **19920251/15**

##### **DGE 690**

- Dockers. Délivrance des cartes professionnelles, caisse nationale de garantie des chômeurs, traitements et indemnités, caisse de congés payés et de secours, paiement des jours de grève, conflits sociaux, litiges, effectifs, création ou suppression de bureaux centraux de main-d'oeuvre dans les ports : notes et correspondance courante de suivi des affaires (classement chronologique). 1946-1950.

- Idem. 1951-1954.

- Idem. 1955-1962.

- Idem. 1963-1964.

#### **19920251/16**

##### **DGE 691**

- Idem. 1965-1972.

- Organisation du travail de manutention dans les ports : rapport sur les frais de manutention élaboré par le service de l'expertise économique d'Etat (Ministère des Finances et des Affaires économiques, Direction des prix). Juin 1949.

- Ouvriers-dockers. Accidents du travail et maladies professionnelles. Constat, prévention, réparation : notes, rapports d'enquêtes générales, états statistiques, correspondance. 1947-1954.

- Ouvriers-dockers. Formation professionnelle : notes, comptes rendus de réunions du groupe de travail "Manutentions, transbordements et emballages", rapports sur une mission française aux Etats en vue de l'accroissement de la productivité en matière de "manutention dans les ports et entreposage (mai-juin 1951)". 1951-1961.

- Ouvriers-dockers. Statistiques donnant, pour chaque port, l'effectif théorique de dockers professionnels, l'effectif réel de dockers professionnels, le nombre de vacations travaillées effectuées par les dockers professionnels, le nombre de vacations chômées effectuées par les dockers professionnels, le nombre de vacations ouvrant droit à l'indemnité de garantie au profit des dockers professionnels et leurs rapports en pourcentages : états fournis périodiquement par la caisse nationale de garantie des ouvriers dockers. 1947-1951.

- Dockers. Union nationale des industries de la manutention dans les ports français (ex. Association des employeurs de main-d'oeuvre dans les ports de France) : circulaires périodiques diffusées par ce groupement professionnel. 1947-1960.

Organisation de la Nation en temps de guerre. Mobilisation de la main-d'oeuvre des usines de guerre, réquisition des locaux d'un centre de formation professionnelle par les autorités allemandes pour les besoins des personnels de la construction navale. 1926-1948.

- Travail et main-d'oeuvre. Préparation de la mobilisation de la main-d'oeuvre des usines de guerre en temps de paix et en temps de guerre : statut des personnels requis, recensement et obligations imposés aux étrangers, dispositions propres à la main-d'oeuvre féminine, responsabilités particulières du Ministre du Travail pendant les périodes d'hostilité, économie de guerre : notes et rapports sur un projet de loi présenté par le Ministre de la Défense, textes de base, guide pratique pour l'établissement de plans de mobilisation nationale, correspondance. 1926-1948.

- Formation professionnelle. Mise à disposition, pendant les vacances scolaires, sur réquisition des autorités allemandes, des locaux de centres de formation professionnelle pour le reclassement professionnel accéléré du personnel des usines de constructions navales : notes, états de situation des centres, inventaires du matériel, correspondance. 1943.